



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2024- 09-05 - 00004

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

modifiant l'arrêté préfectoral n° 82-2021-01-18-003 du 18 janvier 2021 autorisant
la Société Générale de Dragage et Concassage (SGDC) à exploiter une carrière à ciel
ouvert de matériaux alluvionnaires sise sur le territoire de la commune de Castelsarrasin
aux lieux-dits « Rivière Basse », « Larengade » et « Ilôt ».

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.514-2 ;
- Vu** la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relative aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration rubrique 3.1.2.0 (2°) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 82-2021-01-18-003 du 18 janvier 2021 autorisant la société SGDC à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sise sur le territoire de la commune de Castelsarrasin aux lieux-dits « Rivière Basse », « Larengade » et « Ilôt » ;
- Vu** la demande présentée 21 décembre 2022, complété le 10 juillet 2023 par la SAS SGDC relatif au re-profilage et au renforcement des berges sur le ruisseau de Méric dans le périmètre autorisé de la carrière ;
- Vu** l'avis du Service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires en date du 6 mars 2023 ;
- Vu** la contribution du Service Eau et Biodiversité de la Direction des Territoires en date du 1^{er} mars 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 1^{er} juillet 2024 proposant d'encadrer ces travaux par arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 12 juillet 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation de la part du demandeur ;

Considérant que l'inondation de la plaine de la Garonne en janvier 2022 a entraîné des dégâts au niveau du ruisseau de Méric et notamment l'effondrement d'un tronçon de la berge ;

Considérant que la modification sollicitée (travaux de re-profilage et de renforcement des berges sur le ruisseau de Méric) par l'exploitant ne fait pas apparaître d'impacts notables nouveaux sur l'environnement ;

Considérant que le projet de modification des conditions d'exploitation ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a présenté des arguments technico-économiques pour pouvoir laisser les matériaux en place en aval de la zone de désordre, qu'il s'est engagé à consacrer en substitution les moyens nécessaires à l'atteinte de résultats pour la stabilisation du plancher et des berges du cours d'eau au droit de son exploitation, y compris du nivellement de la digue du plan d'eau en absence de chenal préférentiel des écoulements de crue de la Garonne ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis des membres de la CODENAPS ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1 - Exploitant et titulaire de l'autorisation

La SAS Société Générale de Dragage et Concassage (SGDC), dont le siège social est situé au lieu-dit « Larche » – Gravière de Belleperche – 82100 Castelsarrasin, qui est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sise sur le territoire de la commune de Castelsarrasin aux lieux-dits « Rivière Basse », « Larengade » et « Ilôt », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications d'exploitation portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Installations concernées

Les dispositions de l'article n° 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82-2021-01-18-003 du 18 janvier 2021 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature ICPE suivantes :

Désignation de l'activité	Éléments caractéristiques	NOMENCLATURE		Régime
		Rubrique	Seuil	
Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	100 000 tonnes/an en moyenne (140 000 t/an au maximum) 1,88 million de tonnes de sables et graviers 22,5 ha exploitables	2510-1	Sans	Autorisation
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.	Puissance installée : 350 kW	2515-1.a)	P > 200 kW	Enregistrement
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Superficie (S) de l'aire de transit : 11 000 m ²	2517-1	S > 10 000 m ²	Enregistrement

L'installation est visée par les rubriques suivantes de la nomenclature loi sur l'eau dite IOTA :

Désignation de l'activité	Éléments caractéristiques	NOMENCLATURE		Régime
		Rubrique	Seuil	
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	Surface de la carrière ≈ 31 ha, pas de bassin versant amont au vu de la configuration topographique	2.1.5.0-2°	S > 20 ha	Autorisation
Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	Station de transit de matériaux d'une superficie de 11 000 m ²	3.2.2.0.1°	S > 10 000 m ²	Autorisation
Plans d'eau, permanents ou non	Création de plans d'eau d'une surface d'environ 8,6 ha	3.2.3.0.1°	S > 3 ha	Autorisation
Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Mise en place de piézomètres pour le suivi des eaux souterraines	1.1.1.0	Sans	Déclaration

À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils	Pompage à un débit < 8 m ³ /h	1.3.1.0.2°	8 m ³ /h	Déclaration
Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau	Merlons, stockages temporaires de matériaux sur une emprise globale inférieure à 10 000 m ²	3.2.2.0.2°	Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ²	Déclaration
Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Re-profilage et renforcement de la berge sur un linéaire de 70 m	3.1.2.0	100 m	Déclaration

»

Article 3 - Reprise du confortement de berge réalisé en blocs d'enrochement

L'exploitant procède à la modification de l'enrochement réalisé en berge rive gauche du ruisseau de Méric effondrée lors de l'inondation de 2022, en période d'étiage et sous un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Pour garantir de la tenue dans le temps de cet ouvrage et de conservation de ses qualités en cas de survenance de nouvel épisode de crue de la Garonne, l'exploitant démonte au moins la couche de façade sur toute sa hauteur, réalise une bêche d'ancrage en pied, puis remonte la nouvelle couche depuis le fond de cette bêche, selon un appareillage approprié (dans les règles de l'art), dans le prolongement longitudinal de la berge existante (amont et aval), sans retrait ni surépaisseur.

L'exploitant prévoit la bêche d'ancrage à un niveau plus bas que la reconstitution du matelas alluvionnaire du plancher du cours d'eau prévu, pour mieux s'assurer du risque de sous-cavage sous la bêche. Les zones de liaison amont et aval à la berge existante (deux mètres à l'amont et à l'aval) font l'objet de la pose d'une géonatte (de type toile coco de densité 700g/m² ou équivalent), posée derrière les blocs de façade et plaquée sur la berge par ancrage adapté et conforme.

La pose de la géonatte est précédée par le traitement adapté de la végétation en place (coupe et débroussaillage) pour permettre à la toile de bien se trouver plaquée à la berge et fait l'objet d'un ensemencement végétal (de type graminée), arrosée au besoin pour en garantir le développement et l'enracinement.

Le haut de l'enrochement se trouve calé au niveau de la digue du plan d'eau, sans dépression qui puisse constituer chenal d'écoulement préférentiel par rapport aux autres endroits de la digue, pour les écoulements de la Garonne en crue.

Article 4 - Enlèvement des éléments de l'ancien pont agricole effondré :

Les matériaux retirés sont prioritairement évacués. Certains des éléments peuvent se trouver réutilisés dans la réalisation des points d'ancrage et de contrôle lors de la reconstitution du plancher du cours d'eau, à condition d'une aptitude et d'une conformité de taille et de forme par rapport aux autres éléments de réalisation.

Article 5 - Reconstitution d'un profil en long du fil d'eau du cours d'eau sur une longueur de 70 mètres

L'exploitant procède aux réalisations permettant d'obtenir l'effacement de la rupture de pente constatée à la suite de l'épisode de crue.

Il met en place de trois points d'ancrages rocheux en fond de lit pour stabilisation du fil d'eau du ruisseau, depuis la zone de l'ancien ouvrage de franchissement à l'aval, jusqu'à l'amont et le fil d'eau au point de l'amorce de la rupture de pente, afin d'obtenir une restauration de fil d'eau équilibrée :

- La crête du point d'ancrage à l'aval est calée au fil d'eau existant, sans créer de rupture de pente avec le fil d'eau aval ;
- La crête du point d'ancrage amont est calée au fil d'eau en amont de la rupture de pente ;
- La crête du point d'ancrage médian se trouve calée dans la continuité obtenue en tirant un cordeau à partir des deux crêtes précédentes, afin d'obtenir en finalité une rampe équilibrée.

Les zones entre ces trois points font l'objet d'une reconstitution du fond alluvionnaire du cours d'eau, terre et tout venant, puis tassement au godet et liaison aux éléments existants.

Article 6 - Traitement de l'encoche d'érosion en rive gauche :

Le pourtour de l'encoche est retaluté pour en adoucir la pente et la zone est replantée par bouturage de saules de type arbustif, en forte densité (2 à 3 pieds/m²).

Quand les arbres se seront installés et que le talus se sera stabilisé, dans le cadre de l'anticipation de la fin d'exploitation, l'exploitant remblaiera progressivement l'encoche, en préservant la capacité de la végétation en place de marcotter, pour maintenir les processus de stabilisation en totale efficience.

Article 7 - Reprise et engraissement de la berge aval du plan d'eau pour supprimer l'effet de chenal préférentiel d'écoulement :

L'exploitant ramène le niveau de la berge aval au terrain naturel, sans zone d'écoulement préférentiel de crue, particulièrement à proximité de la zone de confortement de berge. Les matériaux qui constituent les levées de terre à proximité de la berge du cours d'eau sont retirés à cette fin.

Au repli de crue, les écoulements doivent pouvoir s'évacuer en nappe en direction du cours d'eau.

Article 8 - Plantation et régénération naturelle accompagnée de la ripisylve :

L'exploitant reconstitue une ripisylve en haut de berge rive gauche, soit à partir de boutures et plants d'essences adaptées, soit par régénération naturelle accompagnée (arrêt du débroussaillage et interventions ponctuelles au titre de l'entretien régulier sur les éléments végétaux qui rentrent en concurrence de l'implantation attendue).

Article 9 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Castelsarrasin et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions ;
- un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Tarn-et-Garonne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 - Notification

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera adressée au chef de l'unité interdépartementale de la DREAL 82/46, au sous-préfet de Castelsarrasin et au maire de Castelsarrasin et sera notifiée à la Société Générale de Dragage et Concassage.

À Montauban, le

05 SEP. 2024

Le préfet,

Pour le préfet,
La secrétaire générale,

Edwige DARRACQ

Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- Soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de Tarn-et-Garonne. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours,

- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud/Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.